

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 « Les Ailes »
25, rue des Ailes
37210 PARÇAY-MESLAY

Parçay-Meslay, le 20/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SNCF VOYAGEURS - 37700

269 AV STALINGRAD
37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS

Références : VAT 2022-0427 / 2022-0820-CG

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement SNCF VOYAGEURS - 37700 implanté 269 AV STALINGRAD 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS. L'inspection a été annoncée le 23/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNCF VOYAGEURS - 37700
- 269 AV STALINGRAD 37700 SAINT-PIERRE-DES-CORPS
- Code AIOT dans GUN : 0010000746
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement fait l'objet de :

- L'arrêté préfectoral d'autorisation (AP) n°14000 du 8 juillet 1993 à poursuivre l'exploitation des activités sur le site du dépôt des machines.
- L'arrêté préfectoral complémentaire (APC) n°18185 du 1er août 2007 autorisant la poursuite de l'exploitation des installations.
- L'arrêté préfectoral complémentaire n°18506 du 16 janvier 2009 imposant à l'établissement des prescriptions techniques complémentaires et mettant à jour l'inventaire des ICPE.
- L'arrêté préfectoral n°18825 du 15 juillet 2010 prescrivant des études complémentaires relatives aux rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.
- L'arrêté préfectoral complémentaire n°18902 du 19 novembre 2010 effectuant une mise à jour administrative.

Le régime de classement des installations suivantes, auparavant soumises au régime d'autorisation, fait l'objet des évolutions de classement suite à la modification de la nomenclature des installations classées :

- Stockage aérien de liquides inflammables - Rub. 1432-2.a - 2 réservoirs de 500 m³ unitaire de gazole : relève dorénavant de la rubrique 4734-2.b sous le régime de l'enregistrement, pour une quantité totale de 845 t, et n'est pas classé Seveso. L'installation relève également des dispositions, applicables aux installations existantes, de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) du 01/06/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.
- Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules à moteur – Rub. 2930-1.a – Surface de 9100 m² : relève dorénavant de la rubrique 2930-1.a sous le régime de l'enregistrement. L'installation relève également des dispositions, applicables aux installations existantes, de l'arrêté du 12/05/2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930.

Le site assure la maintenance des engins ferroviaires qui s'effectue dans des grands ateliers (soumis à enregistrement au titre de la rubrique 2930-1.a) ainsi que le ravitaillement en carburant et le nettoyage des engins.

L'établissement dispose d'une station de distribution de carburant pour les TER. Au sein de cette station sont également effectués les vidanges et les remplissages de liquide 4 saisons et d'huile moteur des engins ferroviaires.

Le dépôt de liquides inflammables est constitué de deux cuves de capacité unitaire de 500 m³ de gazole. La quantité totale stockée est de 845 tonnes. Cette installation est soumise à enregistrement au titre de la rubrique n°4734-2.b de la nomenclature des ICPE. Au vu de la quantité stockée, l'installation n'est pas classée Seveso.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites de la dernière visite d'inspection du 25 février 2021,
- la défense incendie du site,
- la gestion du risque inondation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
12- Atelier : rétention et isolement	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12	/	Mise en demeure, respect de prescription
16- Stockages LI : moyens de protection incendie	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
17- Stockages LI : moyens mis en oeuvre	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.6	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1- Plan des réseaux collecte des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 31	NC 1 et D1 de la précédente visite	Sans objet
2- Décanteur séparateur de la station service	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.9 de l'annexe I	NC 2 de la précédente visite	Sans objet
3- Dimensionnement du decanteur separateur	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 de l'annexe I	D2 de la précédente visite	Sans objet
4- Prévention et gestion du risques inondation	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.5	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5- Evaluation des conséquences d'une inondation et étude de criticité	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.5	/	Sans objet
7- Atelier : Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1	/	Sans objet
10- Atelier : systèmes de détection et extinction automatiques	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10	/	Sans objet
11- Atelier : capacité de rétention	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11	/	Sans objet
18- Stockages LI : Limiteur de remplissage	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23-B	/	Sans objet
19 : Rétention des stockages LI : évacuation des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-D	/	Sans objet
20- Formation du personnel	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.7.10.7	/	Sans objet
21- Quantité d'émulseurs en stock	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.5	/	Sans objet
22- POI	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.7	/	Sans objet
24- Entretien des moyens d'intervention	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6- Atelier : FDS des mélanges dangereux	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3	/	Sans objet
8- Atelier : désenfumage	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.4	/	Sans objet
9- Atelier : moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5	/	Sans objet
13- Station service : rétention	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.4.7	/	Sans objet
14- Station service : moyens de secours contre l'incendie	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.4.10.2	/	Sans objet
15- Stockages LI : situation administrative	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.4.12	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
23- Exercice POI	AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : 1- Plan des réseaux collecte des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux de collecte
Prescription contrôlée : [...] Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de plan à jour des réseaux de collecte des effluents aqueux.
Observations : Lors de la visite d'inspection du 25 février 2021, la présence de plan des réseaux de collecte des effluents aqueux non mis à jour a été constatée (point identifié NC 1 dans le rapport établi suite à cette inspection). Par courrier du 21 juin 2021 l'exploitant a précisé que la SNCF s'engage dans une démarche nationale de l'étude de ses réseaux (projet CEPIA) et que le site d'exploitation de Saint-Pierre-des-Corps est prioritaire. Un planning de prévisionnel de réalisation a été communiqué. Il a également indiqué la réalisation d'un diagnostic des réseaux avec la société SUEZ (échancier présenté). Par courrier électronique du 19 octobre 2021, l'exploitant a précisé que le diagnostic du réseau effluents industriels, pluvial et domestique de l'établissement a débuté en septembre 2021. Ce diagnostic se décompose en 4 phases (initialisation du projet en septembre 2021, recensement des installations et état visuel des réseaux en cours jusque fin décembre 2021, reconnaissance approfondie des réseaux avec passage caméra et élaboration du programme des travaux). L'étape de mise à jour des plans des réseaux de collecte des effluents aqueux devait intervenir en 2022 après le passage caméra. Il a été constaté que le projet est engagé et que l'étape de recensement des installations (état visuel des réseaux) est finalisée. La reconnaissance approfondie des réseaux par passage caméra est prévue d'être finalisée fin 2022. La mise à jour du plan des réseaux de collecte doit intervenir après cette étape de reconnaissance approfondie des réseaux. Constat que le plan des réseaux de collecte des effluents aqueux n'est pas à jour.
L'inspection a constaté que l'exploitant dispose des informations précises sur les éventuels traitements réalisés en aval de l'ovoïde qui récolte certains des rejets aqueux de l'établissement (point identifié D1 dans le rapport établi suite à l'inspection du 25 février 2021).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 2- Décanteur séparateur de la station service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.9 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement decanteur separateur
Prescription contrôlée : [...] Les consignes d'exploitation comprennent la surveillance régulière des decanteurs-separateurs et le contrôle de leur bon fonctionnement.
Constats : La consigne d'utilisation et de surveillance de la station service du Technicentre TER Centre-Val de Loire ne mentionne pas la vérification, à minima annuelle, de l'obturateur automatique.
Observations : Lors de la visite d'inspection du 25 février 2021, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter les consignes d'exploitation relatives à la surveillance régulière et au contrôle du bon fonctionnement du decanteur-separateur lié à la station-service (point identifié NC 2 dans le rapport établi suite à cette inspection). Par courrier du 21 juin 2021, l'exploitant a transmis un extrait de la consigne d'utilisation et de surveillance de la station service du Technicentre TER Centre-Val de Loire (TM CVDL MA07111) en cours d'approbation. L'inspection des installations classées constate la présence de consignes d'exploitation relatives au curage annuel du decanteur-separateur ainsi qu'à son écrémage hebdomadaire. La vérification de l'obturateur automatique n'est pas mentionnée dans le document présenté. Vu la consigne d'utilisation et de surveillance de la station service du Technicentre TER Centre-Val de Loire (TM CVDL MA07111 - version n°2 du 16 février 2022). Constat que la consigne d'utilisation et de surveillance de la station service du Technicentre TER Centre-Val de Loire ne mentionne pas la vérification, à minima annuelle, de l'obturateur automatique.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 3- Dimensionnement du decanteur separateur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement decanteur separateur
Prescription contrôlée : [...] Ce decanteur-separateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'aire considérée, sans entraînement de liquides inflammables. Le séparateur-decanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. [...]
Constats : L'exploitant doit fournir une note de calcul permettant de justifier du dimensionnement du DSH.
Observations : Lors de la visite d'inspection du 25 février 2021, l'inspection des installations classées avait demandé la transmission des éléments permettant de justifier du dimensionnement du decanteur-separateur (DSH), lié à l'installation de station-service, et permettant de justifier de la réalisation de la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur automatique (au minimum annuelle) (point identifié D2 dans le rapport établi suite à cette inspection). Par courrier du 21 juin 2021, l'exploitant a indiqué ne pas avoir retrouvé les documents techniques justifiant le dimensionnement du decanteur-separateur de la station-service. Par courrier électronique du 19 octobre 2021, l'exploitant a communiqué le schéma détaillé du decanteur-separateur de la station-service ainsi que son mode opératoire. Il justifie le correct dimensionnement par la présence d'un trop plein situé en amont du séparateur qui permet d'évacuer les effluents vers le bassin de rétention. La justification du dimensionnement est incomplète. L'exploitant doit fournir une note de calcul permettant de justifier du dimensionnement du DSH.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 4- Prévention et gestion du risque inondation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Inondation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour pouvoir, en cas de montée des eaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - évacuer ou mettre hors d'atteinte les produits qui pourraient avoir un impact sur l'environnement ; - arrêter et mettre en sécurité ses installations. <p>En particulier, exploitant dispose d'une procédure opérationnelle de gestion du risque inondation visant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disposer d'une organisation permettant de recevoir les alertes inondations lancées par le réseau d'alerte inondation de la préfecture de l'Indre et Loire. À défaut, mettre en place en cas de besoin un suivi du niveau piézométrique de la nappe (risque d'inondation par remontée de nappe) ; - Identifier un local permettant de stocker les éléments polluants, bâtiment pouvant supporter les chocs provenant d'objets flottants ; - Mettre en place une procédure d'arrêt d'urgence de l'alimentation en électricité et des systèmes informatiques ; - Mettre en place une procédure de transfert des produits de remplissage d'eau de certains bacs afin de maintenir la Hauteur minimale de produit nécessaire pour éviter la flottaison ; - Identifier et ancrer, lester ou fixer les cuves / bacs susceptibles de se trouver pour partie sous le niveau de flottaison ; - Lester ou fixer le séparateur d'hydrocarbures ; - Prévoir la fermeture de vannes des canalisations pleines ; - Mettre en place une surveillance de l'état des enceintes pendant la crue ; - Mettre en place une procédure applicable après l'inondation afin d'assurer une remise en exploitation du dépôt en toute sécurité (remise en état des équipements électriques, désenvasement des rétentions, désenvasement ou pompage des canalisations, vérification du fonctionnement des équipements de sécurité). [...] <p>Constats : La procédure de maîtrise du risque inondation n'explicite pas suffisamment la coupure des énergies, la gestion des déchets et produits dangereux, les dispositions nécessaires pour la vidange des séparateurs d'hydrocarbures, la fermeture des vannes des canalisations pleines et la remise en service des installations après l'inondation. La procédure de maîtrise du risque inondation pourrait utilement aborder la remise en service des installations en sécurité.</p> <p>Absence d'identification d'un local permettant de stocker les éléments polluants.</p> <p>La liste des installations ICPE à risque de la procédure de maîtrise du risque inondation n'est plus à jour.</p> <p>L'exploitant doit décliner sur le terrain la procédure de maîtrise du risque inondation de manière à la rendre plus opérationnelle.</p> <p>Observations : Vu la procédure de maîtrise du risque inondation sur le site de Saint-Pierre-des-Corps (UOM et ET Centre) référencée ET C TR RH00012 (AG2) / ETER CVL RH00012 version 02 du 06/08/2012 qui décrit notamment les mesures à prendre pour maîtriser le risque inondation sur le site et minimiser les conséquences d'une inondation afin de favoriser la reprise de l'activité.</p> <p>Vu la procédure de maîtrise des situations d'urgence sur le site de Saint-Pierre-des-Corps référencée TM CVDL RG01562 qui renvoie la gestion de l'inondation sur le site vers la procédure de maîtrise du risque inondation sur le site de Saint-Pierre-des-Corps (ETER CVL RH00012).</p> <p>Vu la consigne d'utilisation et de surveillance de la station-service du Technicentre TER Centre-Val de Loire référencée TM CVDL MA07111 (version 2 du 16/02/2022) qui précise les consignes à suivre pour déposer les moteurs électriques du local pompe, du bassin de rétention, du bac de rétention de la station-service, déposer les pistolets et flexibles de distribution de la station-service, condamner les vannes des bacs de distribution, déposer les automates de distribution de la station-service et de l'aire de chargement/déchargement des véhicules citernes.</p> <p>Constat que le site dispose d'une organisation permettant de recevoir les alertes inondation (abonnement vigicrues notamment, information de la cellule de crise de la préfecture) et d'anticiper l'arrivée de l'eau sur le site en organisant la mise en sécurité du site et la coordination des équipes par secteurs.</p> <p>La procédure de maîtrise du risque inondation décrit les opérations de coupures des énergies à réaliser avec localisation précise des coupures d'urgence et définit le personnel habilité à réaliser ces opérations. L'exploitant doit s'assurer que la coupure des énergies de la station service et la</p>

coupure des énergies des cuves de stockage apparaissent sur le document (annexe 2). La gestion du matériel informatique est précisée.

La procédure de maîtrise du risque inondation décrit la mise hors d'eau du matériel.

La procédure de maîtrise du risque inondation n'explicite pas suffisamment la gestion des déchets et produits dangereux.

Constat lors de la visite du site, par sondage, de la présence d'armoires de stockage de produits dangereux, fermées ou non à clé et disposées sur palettes amovibles.

Constat de l'absence d'identification d'un local permettant de stocker les éléments polluants.

La liste des installations ICPE à risque de la procédure de maîtrise du risque inondation n'est plus à jour.

Constat lors de la visite du site de l'ancrage des réservoirs dans le sol.

La procédure de maîtrise du risque inondation ne précise pas les dispositions nécessaires pour la vidange des séparateurs d'hydrocarbures en cas d'inondation.

La procédure de maîtrise du risque inondation n'explicite pas suffisamment la fermeture des vannes des canalisations pleines.

La procédure de maîtrise des situations d'urgence prévoit les procédures de remise en service des installations et de rétablissement des énergies par les agents IO (Installation Outillage). **La procédure de maîtrise du risque inondation pourrait utilement aborder la remise en service des installations en sécurité.**

L'exploitant précise que la mise à jour de la procédure de maîtrise du risque inondation est prévue pour fin 2022.

L'exploitant doit décliner sur le terrain la procédure de maîtrise du risque inondation de manière à la rendre plus opérationnelle. L'exploitant précise qu'un exercice inondation est prévu au troisième trimestre 2022.

Vu le plan d'opération interne (POI) du site référencé TM CVDL RG01586 (version n°01 du 25 février 2022) qui indique le niveau d'eau sur les installations du site en cas d'inondation par une crue de référence 1856.

Constat que les hauteurs d'eau au niveau de la station service ne sont pas indiquées dans le POI alors qu'elles ont été précisées dans l'étude de 2015.

Constat de la présence sur le site de témoins de crue (local pompes et siège notamment).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 5 - Evaluation des conséquences d'une inondation et étude de criticité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Inondation (études)
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant réalise, dans un délai un délai de 3 mois après notification du présent arrêté, une évaluation des conséquences occasionnées par une inondation sur ses installations, en particulier sur la résistance mécanique des réservoirs et de leurs équipements et sur les capacités à mettre le site en sécurité. L'aléa à prendre en compte est celui défini dans le plan de prévention du risque inondation approuvé le 29 janvier 2001. Les conséquences potentielles d'une inondation étudiée font l'objet d'une étude de criticité permettant d'établir leur acceptabilité ou leur non-acceptabilité.
Constats : L'exploitant doit vérifier la vulnérabilité de ses installations au regard des caractéristiques de l'aléa identifié dans le PPRI approuvé (vérification de la prise en compte de l'aléa du PPRI approuvé dans les études de 2015 et mise à jour des études si nécessaire).
Observations : Vu les diagnostics de vulnérabilité aux inondations des activités économiques sur le bassin de la Loire et ses affluents réalisé sur le site du Technicentre de Saint-Pierre-des-Corps (UOM et Station Service) et par la société BUREAU VERITAS le 20/01/2015. Constat de la prise en considération de l'aléa d'une inondation par rupture de digue avec une crue de référence de type 1856. La cote des Plus Hautes Eaux Connues au droit des bâtiments (UOM et Station-service) est de 51,25 m NGF. Constat que la hauteur d'eau approximative au niveau des bâtiments (UOM et Station-service) est estimée entre 1,5 m et 2 m. Constat de l'utilisation d'une méthodologie d'identification des activités/installations stratégiques de l'exploitant, de hiérarchisation des dommages directs et indirects ainsi que des vulnérabilités particulières selon une cotation de gravité (mineure, moyenne, majeure) et d'identification des mesures de réduction de la vulnérabilité des installations avec une estimation des coûts associés et des difficultés de mise en œuvre. Constat de la présence d'une évaluation globale des conséquences occasionnées par une inondation sur les installations et sur les capacités à mettre le site en sécurité. Les conséquences potentielles d'une inondation étudiée font l'objet d'une étude globale de criticité permettant d'établir leur acceptabilité ou leur non-acceptabilité. Vu la procédure de maîtrise du risque inondation sur le site de Saint-Pierre-des-Corps (UOM et ET Centre) référencée ET C TR RH00012 (AG2) / ETER CVL RH00012 version 02 du 06/08/2012 qui indique les hauteurs d'eau sur le site, la vitesse de submersion et la durée de submersion des installations du site en fonction du type d'inondation (remontée de nappe ou rupture accidentelle d'une digue de Loire). Elle identifie la cote du point le plus bas. Elle estime, pour chaque type d'inondation, les délais de nettoyage et de remise en état. L'inspection des installations classées relève que le Plan de Prévention Des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation du Val de Tours-Val de Luynes a été approuvé le 18 juillet 2016. L'exploitant doit vérifier la vulnérabilité de ses installations au regard des caractéristiques de l'aléa identifié dans le PPRI approuvé (vérification de la prise en compte de l'aléa du PPRI approuvé dans les études de 2015 et mise à jour des études si nécessaire). L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le Plan de Prévention Des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation du Val de Tours-Val de Luynes, approuvé le 18 juillet 2016, impose des prescriptions techniques au site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 6- Atelier : FDS des mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des produits
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances ou mélanges dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). [...]
Constats : Pas de non-respect de prescription constaté.
Observations : Vérification, par sondage, de la présence de FDS des produits dangereux stockés dans les armoires de produits chimiques dans le bâtiment 082. Constat de la présence de la fiche de données de sécurité (FDS) d'un produit inflammable (H225) stocké dans l'une des armoires de produits chimiques du bâtiment 082 (FDS 22185 B). Cette FDS est accessible (classeur dans le bureau du chef d'équipe et sur le réseau informatique). Constat du respect des conditions de stockage prescrites dans la FDS n°22185 B.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 7- Atelier : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits font partie de ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. Sont, a minima, considérés comme locaux à risques :[...] - les ateliers de réparation et d'entretien des véhicules électriques ou hybrides. [...] - l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables (H224, H225 ou H226) ou toxiques pour la santé humaine (H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370).
Constats : Constat de l'absence d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant aux risques incendie, ATEX ou émanations toxiques. L'identification, sur un plan général des ateliers et des stockages du site, des zones à risques doit être poursuivie.
Observations : Vu le plan de localisation des produits dangereux présent dans le POI (version du 25/02/2022). Constat que ce plan n'identifie pas les locaux à risque incendie ou à risque d'émanations toxiques. Vu le plan des installations ICPE présent dans le POI (version du 25/02/2022). Constat que ce plan n'identifie pas les locaux à risque. Vu les plans à destination des services de secours et d'incendie. Constat de l'identification du risque ATEX sur les plans à destination des services de secours et d'incendie. Constat, par sondage, de la présence d'affichage du risque ATEX sur le site en particulier au niveau du bâtiment B082, de l'huilerie, du local pompes, des cuves de stockages de liquides inflammables (GO) et de la station service. L'identification, sur un plan général des ateliers et des stockages du site, des zones à risques doit être poursuivie. Constat de l'absence d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant aux risques incendie, ATEX ou émanations toxiques.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 8- Atelier : désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant les installations visées par la rubrique 2930 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. [...] Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. [...]
Constats : Pas de non-respect de prescription constaté.
Observations : Constat, par sondage dans le bâtiment B082, de la présence de trappes de désenfumage fermées permettant, sur ouverture manuelle, l'évacuation à l'air libre des fumées dégagées en cas d'incendie. Les deux commandes d'ouverture manuelle des trappes de désenfumage sont situées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 9- Atelier : moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. c) De robinets d'incendie armés (RIA). d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; - des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces deux types de points d'eau incendie sus-cités ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et peuvent par conséquent coexister pour une même installation. [...] Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 mètres cubes par heure durant deux heures. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits et le cas échéant des réserves d'eau. L'accès extérieur du bâtiment contenant l'installation est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie (la distance est mesurée par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours). [...]
Constats : Pas de non-respect de prescription constatée.
Observations : Constat, par sondage dans le bâtiment 082, de la présence : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans les bureaux, - d'extincteurs répartis à l'intérieur du bâtiment et dans les zones à risque (huilerie). Ces extincteurs sont dûment contrôlés, visibles et aisément accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. - de RIA dûment contrôlés, visibles, aisément accessibles et en bon état visuel, - de deux poteaux incendie situés à l'extérieur entre les bâtiments 082 et 077 raccordés au réseau d'eau surpressée alimenté par un réservoir d'eau de 620 m3 (niveau d'eau non relevé). Le contrôle du débit délivré par les poteaux incendie n'a pas été examiné lors de la présente inspection. Ces deux poteaux sont situés à moins de 100 m du bâtiment 082.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 10- Atelier : systèmes de détection et extinction automatiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.10
Thème(s) : Risques accidentels, systèmes de détection et extinction automatiques
Prescription contrôlée : Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.1 (locaux à risque) en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique adapté. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
Constats : L'huilerie ne dispose pas de détection incendie automatique alors que ce local a été identifié comme zone à risque d'atmosphère explosible dans les plans à destination des services de secours et d'incendie.
Observations : L'huilerie ne dispose pas de détection incendie automatique alors que ce local a été identifié comme zone à risque d'atmosphère explosible dans les plans à destination des services de secours et d'incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 11- Atelier : capacité de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11
Thème(s) : Risques accidentels, Capacité de rétention
Prescription contrôlée : I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.</p> <p>III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Constats : Présence d'un volume conséquent de produits dans la rétention de l'huilerie (atelier B082). L'exploitant doit justifier le volume de rétention de l'huilerie. L'exploitant doit justifier le volume de rétention constitué par les fosses de l'atelier B082.</p> <p>Observations : Présence, dans le local "huilerie" (bâtiment B082), de 13 fûts de produits dangereux disposés sur une rétention bétonnée pleine de liquides dont le volume n'a pas pu être justifié par l'exploitant. Le volume de rétention constitué par les fosses du bâtiment B082 n'a pas pu être justifié par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 12- Atelier : rétention et isolement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.12
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et isolement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que ceux-ci soient récupérés ou traités afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne (dans les locaux), les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation, à déclenchement automatique ou commandable à distance, pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées.</p> <p>Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un incendie ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>Constats : L'arrêt de la pompe de relevage située entre les bâtiments 082 et 077 n'est pas signalé au niveau de l'armoire électrique du bâtiment 082 et n'est pas facilement accessible (armoire électrique fermée à clé, nécessité d'intervention d'une personne habilitée à intervenir dans les armoires électriques).</p> <p>L'arrêt de la pompe de relevage ne peut donc pas être mis en œuvre dans un délai bref et à tout moment. Aucun dispositif d'arrêt d'urgence de la pompe de relevage n'est présent au niveau de cette armoire électrique et aucune consigne n'a pu être présentée à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées le délai de mise en œuvre d'un confinement sur le site des eaux susceptibles d'être polluées issues du bâtiment B082 par la réalisation d'un test de mise en situation.</p> <p>Observations : Constat, dans le bâtiment 082, que les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre sont récupérées dans les fosses. L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le volume de rétention constitué par les fosses.</p> <p>L'exploitant précise que les fosses sont reliées au réseau de collecte des eaux industrielles à destination de la station d'épuration du site via un poste de relèvement situé entre les bâtiments 082 et 077.</p> <p>Afin de confiner les eaux susceptibles d'être polluées dans les fosses, le fonctionnement de la pompe du poste de relèvement doit être stoppé depuis l'armoire électrique située sur la façade du bâtiment 082 (côté chariot transbordeur) par une personne disposant d'une habilitation électrique. L'arrêt de la pompe de relevage n'est pas signalé au niveau de l'armoire électrique et n'est pas facilement accessible (armoire électrique fermée à clé, nécessité d'intervention d'une personne habilitée à intervenir dans les armoires électriques). L'arrêt de la pompe de relevage ne peut donc pas être mis en œuvre dans un délai bref et à tout moment. Aucun dispositif d'arrêt d'urgence de la pompe de relevage n'est présent au niveau de cette armoire électrique et aucune consigne n'a pu être présentée à l'inspection des installations classées.</p> <p>Vu la procédure de maîtrise des situations d'urgence référencée TM CVDL RG01562 du 29 novembre 2021 qui précise qu'un arrêt d'urgence de la station d'épuration (coupure pompes et vannes de sortie de step) peut être effectué 24 h/24 h par le prestataire de maintenance de la step (astreinte) ou par un agent d'astreinte de l'unité installation Outillage qui dispose des clés de la step pour accéder à la commande d'urgence qui coupe le fonctionnement de la step.</p> <p>Constat d'une organisation mise en place pour permettre de confiner les eaux susceptibles d'être polluées sur le site sans indication de délai. L'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées le délai de mise en œuvre d'un confinement sur le site des eaux susceptibles d'être polluées issues du bâtiment B082 par la réalisation d'un test de mise en situation.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : 13- Station service : rétention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.4.7
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des aires de travail et locaux de travail
Prescription contrôlée : [...] le sol des aires [...] de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif empêchant la diffusion de matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux, sera prévu. [...]
Constats : Pas de non-respect de prescription constaté.
Observations : Le sol de la station service est bétonné. Présence d'une rétention bétonnée séparée par un muret béton visible qui permet de récupérer d'un côté les égouttures de liquide de refroidissement (liquide 4 saisons) (caillebotis jaune) et de l'autre côté les égouttures de gasoil (caillebotis vert). Les égouttures de liquide de refroidissement sont récupérées dans une cuve dédiée puis évacuées vers une société de traitement spécialisée après pompage. Une pompe placée dans la rétention oriente, en fonction du volume d'égouttures présent dans la rétention, les égouttures de gasoil soit vers l'une des deux cuves de 100 l situées à proximité du bâtiment XTER soit vers le bassin de rétention pour traitement par le déshuileur-décanteur (les eaux résiduaires sont ensuite rejetées dans l'ovoïde).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 14- Station service : moyens de secours contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.4.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>D'une façon générale, l'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégé comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance),- pour chaque îlot de distribution : un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore,- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs hauts-parleurs,- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B,- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables : d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries,- pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B,- pour le stockage des marchandises : un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ;- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ou un extincteur à poudre ABC,- présence sur l'installation d'au moins une couverture spéciale anti-feu. <p>Les dispositifs cités ci-dessus seront adaptés au risque à couvrir, en nombre suffisant et correctement répartis.</p> <p>Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents pourront être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.</p> <p>Régulièrement et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Pas de non-respect de prescription constaté.
<p>Observations : L'aire de distribution de carburants est constituée d'un quai central et est desservie par deux voies ferrées.</p> <p>Constat de la présence de panneaux identifiant la station-service comme étant une zone ATEX.</p> <p>Présence de 2 îlots de distribution composé, pour l'un (côté Paris) de 2 groupes de distribution de gasoil et de 2 groupes de distribution d'huiles et pour l'autre (côté Tours) de 3 groupes de distribution de gasoil et de 2 groupes de distribution d'huiles.</p> <p>Présence d'un bureau (local équipe) avec un moyen d'alerte des services de secours et d'incendie.</p> <p>Constat, par sondage, de la présence au niveau de l'aire de distribution :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'extincteurs mobiles (4 extincteurs sur roues de 20 kg CO₂, 2 extincteurs portatifs poudre BC et 2 extincteurs portatifs poudre ABC) dûment contrôlés, identifiés et aisément accessibles,- d'une couverture anti-feu à proximité du local équipe,- de deux poteaux incendie situés à proximité de la station-service,- d'une réserve de produit absorbant incombustible,- de boutons d'arrêt d'urgence au niveau du local équipe et de chaque îlot de distribution qui stoppent la distribution de carburant et coupent l'alimentation électrique du local pompes. <p>Vu la consigne d'utilisation et de surveillance de la station-service (référéncée TM CVDL MA07111) du 16 février 2022 (version 2) qui précise que l'installation doit être équipée des moyens d'extinction de première urgence prévus à la consigne incendie TM CVDL RG01983 (non présentée lors de la présente inspection).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 15- Stockages LI : situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.4.12
Thème(s) : Situation administrative, Référentiel réglementaire
<p>Prescription contrôlée : Les réservoirs de liquides inflammables associés aux appareils de distribution, qu'ils soient classés ou non, seront installés et exploités conformément aux règles applicables aux dépôts classés.</p> <p>Constats : L'exploitant doit informer le préfet du choix réalisé avant le 1er janvier 2023 (respect des dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 de l'arrêté du 1er juin 2015 en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié ou non). Ces articles portent sur la réalisation du plan de défense incendie et les moyens d'extinction à mettre en œuvre ainsi que les émissions dans l'air. En l'absence de choix explicite, l'exploitant est tenu d'appliquer les dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié. L'exploitant peut modifier son choix après la date du 1er janvier 2023, sous réserve qu'il notifie ce nouveau choix et qu'il justifie de sa compatibilité avec les nouvelles prescriptions choisies. Si l'exploitant fait le choix de respecter les dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 de l'arrêté du 01 juin 2015 en lieu et place des articles 43 à 50 de l'arrêté du 3 octobre 2010, le plan de défense incendie devra être complété au plus tard au 1er janvier 2024 pour répondre aux dispositions de l'article 14. I. de l'arrêté du 01 juin 2015. Les travaux et modifications identifiés comme nécessaires lors de la mise à jour de la stratégie incendie sont réalisés avant le 1er janvier 2027.</p> <p>Observations : Constat de la présence de 2 cuves aériennes de stockage de 500 m3 de liquides inflammables (gazole) et d'une cuve aérienne de stockage des égouttures de gazole issus de la station-service des engins moteurs thermiques de 10 m3. Deux cuves de stockage des égouttures de gazole issus de la station-service de 100 l sont également présentes sur le site.</p> <p>Suite à la modification de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, le régime de classement des réservoirs de stockage de gazole, auparavant soumis au régime de l'autorisation, a évolué. Le stockage aérien de liquides inflammables relève dorénavant de la rubrique 4734-2b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'enregistrement et n'est pas classé Seveso.</p> <p>Régulièrement autorisée au 31 mai 2015 (demande d'autorisation antérieure au 16/05/2011), l'installation relève des dispositions, applicables aux installations existantes, de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 01/06/2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734.</p> <p>S'agissant d'installation existante, lors de l'élaboration initiale de l'arrêté du 1er juin 2015, l'article 2 a introduit le principe de maintien, à l'identique, des dispositions auxquelles ces installations étaient précédemment soumises, en particulier les dispositions des arrêtés ministériels « liquides inflammables » du 20 avril 2005 (installations soumise à déclaration de mélange ou emploi), 3 octobre 2010 (réservoirs aériens soumis à autorisation). Par ailleurs, l'arrêté préfectoral continue à s'appliquer.</p> <p>La modification de l'arrêté du 1er juin 2015 par l'arrêté du 22 septembre 2021 a renforcé certaines dispositions applicables pour les installations existantes et a clarifié les dispositions applicables à ces installations existantes, par la création des annexes VIII à XI.</p> <p>Le stockage aérien de liquides inflammables, considéré comme une installation ancienne (dossier complet de demande d'autorisation déposé avant le 16/05/ 2011), doit appliquer les dispositions des arrêtés du 3 octobre 2010 (réservoirs aériens) et du 1er juin 2015 modifiés selon les dispositions prévues respectivement au point B et au point A du I. de l'annexe IX du même arrêté.</p> <p>Pour ces installations, par application du point C de l'article 1-III, l'exploitant peut opter pour le respect en bloc des dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 de l'arrêté du 1er juin 2015 en lieu et place des dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié. Ces articles portent sur la réalisation du plan de défense incendie et les moyens d'extinction à mettre en</p>

œuvre ainsi que les émissions dans l'air.

L'exploitant doit informer le préfet du choix réalisé avant le 1er janvier 2023. En l'absence de choix explicite, l'exploitant est tenu d'appliquer les dispositions des articles 43 à 50 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié. L'exploitant peut modifier son choix après la date du 1er janvier 2023, sous réserve qu'il notifie ce nouveau choix et qu'il justifie de sa compatibilité avec les nouvelles prescriptions choisies.

Si l'exploitant fait le choix de respecter les dispositions des articles 14, 44 à 52, 58 et 59 de l'arrêté du 01 juin 2015 en lieu et place des articles 43 à 50 de l'arrêté du 3 octobre 2010, le plan de défense incendie devra être complété au plus tard au 1er janvier 2024 pour répondre aux dispositions de l'article 14. I. de l'arrêté du 01 juin 2015. Les travaux et modifications identifiés comme nécessaires lors de la mise à jour de la stratégie incendie sont réalisés avant le 1er janvier 2027.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 16- Stockages LI : moyens de protection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de protection incendie et objectifs à atteindre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'étude de dangers.</p> <p>L'exploitant s'assure de réunir le matériel nécessaire à l'extinction de tous les feux susceptibles de se produire dans son dépôt, grâce à des moyens propres. Les moyens maintenus sur le site, notamment en ce qui concerne le débit d'eau, la réserve d'émulseurs et leur mise en œuvre doivent permettre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'extinction en vingt minutes et le refroidissement d'un réservoir ainsi que la protection des réservoirs voisins menacés, - l'attaque à la mousse du feu de la cuvette (bacs déduits) avec un taux d'application réduit pour contenir le feu et simultanément la protection de tous les ouvrages ou unités situés dans la zone des effets dominos de celle-ci durant au minimum une heure et jusqu'à l'arrivée d'aide extérieure. <p>[...].</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier le débit de 840 l /min des déversoirs de mousse et l'autonomie de 20 minutes en émulseur.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier le débit d'eau de 500 l /min à 9 bars des queues de paon et l'autonomie de 60 minutes.</p> <p>L'exploitant doit justifier le déclenchement automatique des déversoirs à mousse et des queues de paon.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier les besoins en eau, émulseur, moyens de pompage nécessaires à la protection et l'extinction incendie des installations ainsi que l'efficacité des moyens de protection et d'extinction incendie à sa disposition pour répondre aux objectifs définis par la réglementation.</p> <p>L'exploitant doit justifier les besoins en eau, en émulseurs et en moyens de pompage du site en lien avec la réglementation applicable (cf. point de contrôle n°15). Une mise à jour de l'étude incendie doit être effectuée le cas échéant ainsi que les travaux et modifications identifiés comme nécessaires.</p>
<p>Observations : Vu le POI en vigueur qui reprend en page 47 la modélisation d'un incendie de la cuvette de rétention des stockages des liquides inflammables effectuée dans l'étude de dangers en vigueur et identifie les zones d'effets thermiques.</p> <p>Constat de la présence de deux déversoirs à mousse dans la cuvette de rétention des stockages des liquides inflammables (gasoil - cuvette A) reliés au réseau incendie du site permettant, sous réserve d'un correct dimensionnement des besoins en eau et en émulseur, l'extinction d'un feu de rétention. Le POI indique un débit de mousse de 840 l /min et une autonomie de 20 minutes. Le POI indique un déclenchement manuel et automatique des déversoirs à mousse.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier le débit de 840 l /min des déversoirs de mousse et l'autonomie de 20 minutes en émulseur.</p> <p>Constat de la présence de 4 queues de paon à l'extérieur de la cuvette de rétention et connectées au réseau d'eau incendie surpressé permettant, sous réserve d'un correct dimensionnement des besoins en eau, une protection par rideau d'eau du local pompes, du parc de cuves situé à l'est de la rétention des cuves de stockage des liquides inflammables et les voies SNCF situées au nord et sud de la cuvette. Le POI indique un débit d'eau de 500 l /min à 9 bars et une autonomie de 60 minutes. Le POI indique un déclenchement manuel et automatique des queues de paon.</p> <p>L'exploitant n'a pas pu justifier le débit d'eau de 500 l /min à 9 bars des queues de paon et l'autonomie de 60 minutes.</p> <p>Constat de la présence des commandes manuelles de déclenchement des déversoirs à mousse et des queues de paon sur le conteneur incendie.</p> <p>L'exploitant doit justifier le déclenchement automatique des déversoirs à mousse et des queues de paon.</p> <p>Constat de l'absence de protection incendie à l'intérieur des deux réservoirs de stockage des liquides inflammables (type chambre à mousse) et l'absence de couronnes d'arrosage au niveau du toit de chacun des deux réservoirs.</p> <p>Constat de la présence d'extincteurs mobiles adaptés au risque à défendre (poudre ABC) à proximité de la cuvette de rétention des cuves de stockage de liquides inflammables et de la cuvette B.</p>

Constat que le local pompes qui assure le transfert de carburant est situé dans la zone des effets thermiques $> 8 \text{ kW/m}^2$.

Présence, à l'intérieur du local pompes, d'un dispositif d'extinction incendie automatique des pompes de transfert par déluge d'eau additivée suite à la rupture de thermofusibles sur les pulvérisateurs.

Le réservoir d'eau dopée et la bouteille de chasse, la commande manuelle de déclenchement du système d'extinction automatique du local pompes et l'arrêt d'urgence des installations du local pompes sont stockés à l'extérieur du local pompes dans la zone des effets thermiques $> 8 \text{ kW/m}^2$ sans aucune autre protection contre les effets thermiques que le rideau d'eau créée par la queue de paon présente au niveau de la cuvette de rétention des liquides inflammables. En cas d'incendie de la rétention des stockages de liquides inflammables, la commande manuelle de déclenchement du système d'extinction automatique du local pompes et l'arrêt d'urgence des installations ne seront pas accessibles par le personnel.

Constat de la présence d'extincteurs mobiles adaptés au risque à défendre (poudre ABC) à l'extérieur du local pompe.

Une partie de la cuvette de rétention des stockages de liquides de refroidissement et des huiles est située dans la zone des effets thermiques $> 8 \text{ kW/m}^2$. L'étude de dangers en vigueur et le POI précisent l'absence de cuve de stockage de produit inflammable dans cette zone. Seule une cuve de stockage de liquide de refroidissement est située dans la zone des effets dominos. Le risque de propagation d'incendie est exclu dans l'étude de dangers et le POI.

La FDS du liquide de refroidissement stocké dans la cuve n'a pas été inspectée.

Constat de l'absence de dispositif de protection ou de refroidissement de la cuve de stockage de liquide de refroidissement contre les effets thermiques autre que le rideau d'eau créée par la queue de paon présente au niveau de la cuvette de rétention des liquides inflammables.

Constat que le bassin de rétention est situé, en partie, dans les zones des effets thermiques $> 5 \text{ kW/m}^2$.

Constat de l'absence de dispositif de protection ou de refroidissement du bassin de rétention contre les effets thermiques autre que le rideau d'eau créée par la queue de paon présente au niveau de la cuvette de rétention des liquides inflammables. **Le risque de propagation d'une nappe enflammée pourrait utilement être étudié par l'exploitant.**

Constat que le conteneur incendie où sont notamment présents la motopompe incendie et la réserve d'émulseur du site est situé en dehors de la zone des effets thermiques de 3 kW/m^2 bien qu'à proximité immédiate.

Absence de moyens de protection ou de refroidissement du conteneur incendie autre que le rideau d'eau créée par la queue de paon présente au niveau de la cuvette de rétention des liquides inflammables.

Présence de la commande manuelle de déclenchement de la protection des cuves de stockage de gasoil par queues de paon au niveau du conteneur incendie (hors des flux thermiques de 3 kW/m^2).

L'exploitant n'a pas pu justifier les besoins en eau, émulseur, moyens de pompage à sa disposition ainsi que l'efficacité des moyens de protection et d'extinction incendie à sa disposition pour répondre aux objectifs définis par la réglementation. L'exploitant doit justifier les besoins en eau, en émulseurs et en moyens de pompage du site en lien avec la réglementation applicable (cf. point de contrôle n°15). Une mise à jour de l'étude incendie doit être effectuée le cas échéant ainsi que les travaux et modifications identifiés comme nécessaires.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : 17- Stockages LI : moyens mis en œuvre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens mis en œuvre
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans un délai de 18 mois à compter de la notification de l'arrêt: <ul style="list-style-type: none">- Soit des couronnes d'arrosage fixes de bacs permettant tant l'arrosage à l'eau que le déversement de la solution moussante. Elles permettent d'assurer l'arrosage à l'eau en cas de feu voisin et l'arrosage à la mousse en cas de feu de cuvette. Elles sont sectionnables séparément du réseau d'eau et du réseau d'émulsion, elles sont de plus sectionnables bac par bac depuis l'extérieur de la cuvette (Ce système de refroidissement peut-être remplacé par un autre système ayant des performances équivalentes sur justificatif technique).- Soit une capacité de rétention étanche égale à 100% de la capacité maximale des deux bacs de stockage des hydrocarbures (1000 m3) de façon à éviter tout débordement et propagation de feu de nappe en cas de sinistre.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ce système d'extinction par déversoirs de mousse dans la rétention de stockage des liquides inflammables présente des performances équivalentes à la mise en œuvre de couronnes mixtes d'arrosage fixe de bacs. Le volume de rétention de la cuvette A (stockage de liquides inflammables) est insuffisant (537,5 m3 pour 1 000 m3 prescrits).
Observations : Constat de la présence de deux cuves de stockage de liquides inflammables de 500 m3 et d'une cuve de stockage de 10 m3 dans la rétention de la zone A. Constat de l'absence de protection incendie à l'intérieur des deux réservoirs de stockage des liquides inflammables (type chambre à mousse) et l'absence de couronnes d'arrosage fixes sur les réservoirs de stockage de liquides inflammables. Constat de la présence de déversoirs à mousse dans la rétention de stockage des liquides inflammables (zone A) permettant la réalisation d'une tapis de mousse dans la rétention sous réserve de la justification du correct dimensionnement des besoins en eau, en émulseur et moyens de pompage. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que ce système d'extinction présente des performances équivalentes à la mise en œuvre de couronnes mixtes d'arrosage fixe de bacs. Vu le POI du site en vigueur qui indique une capacité de rétention étanche de la zone A (réservoirs de stockage des liquides inflammables) de 537,5 m3. Le volume de rétention de la cuvette A (stockage de liquides inflammables) est insuffisant (537,5 m3 pour 1 000 m3 prescrits).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : 18- Stockages LI : Limiteur de remplissage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 23-B
Thème(s) : Risques accidentels, Niveau haut
Prescription contrôlée : [...] tout réservoir, d'une capacité équivalente supérieure ou égale à 100 mètres cubes, est équipé d'un dispositif indépendant du système de mesurage en exploitation, pouvant être : <ul style="list-style-type: none">- soit un limiteur mécanique de remplissage dont la mise en œuvre est conditionnée à la cinétique d'un éventuel sur-remplissage ;- soit une sécurité de niveau haut qui déclenche une alarme de niveau relayée à une présence permanente de personnel disposant des consignes indiquant la marche à suivre pour interrompre dans les plus brefs délais le remplissage du réservoir et configurée de façon à ce que la personne ainsi prévenue arrête la réception de liquides avant le débordement du réservoir ;- soit une sécurité de niveau haut programmée pour réaliser les actions nécessaires pour interrompre le remplissage du réservoir avant l'atteinte du niveau de débordement. [...]
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si la cuve de récupération des hydrocarbures du DSH dispose d'un niveau haut et si celui-ci est fonctionnel. L'exploitant doit justifier la présence d'un dispositif limitant le risque de sur-remplissage et de débordement des cuves de stockage de liquides inflammables.
Observations : Constat de la présence d'un report du niveau haut et du niveau très haut de la cuve de récupération des hydrocarbures du DSH au niveau du local pompes. Constat de la présence d'un voyant lumineux indiquant le niveau très haut de la cuve de récupération des hydrocarbures du DSH. Constat de l'absence de voyant lumineux indiquant le niveau haut de la cuve de récupération des hydrocarbures du DSH. L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer si la cuve de récupération des hydrocarbures du DSH dispose d'un niveau haut et si celui-ci est fonctionnel. L'exploitant doit justifier la présence d'un dispositif limitant le risque de sur-remplissage et de débordement des cuves de stockage de liquides inflammables.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 19 : Rétention des stockages LI : évacuation des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/06/2015, article 22-D
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation des eaux pluviales
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions. Ces dispositifs : <ul style="list-style-type: none">- sont étanches aux produits susceptibles d'être retenus ;- sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ;- peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention. [...]
Constats : Le mauvais positionnement du détecteur de liquide eau/hydrocarbures dans la cuvette de rétention des cuves de stockage de liquides inflammables ne permet pas la détection de la présence d'eau ou d'hydrocarbures. L'exploitant doit justifier l'asservissement effectif du détecteur de présence de liquide à la fermeture des pompes de dépotage et de distribution de gasoil et la fermeture des vannes de dépotages et de distribution de gasoil en cas de déclenchement du détecteur de liquide dans la cuvette de rétention des cuves de stockage de liquides inflammables. Absence de réaction de l'exploitant suite à la réalisation du test de vérification du bon fonctionnement de la sonde de détection de la présence de liquide dans la cuvette de rétention des cuves de stockage de liquides inflammables.
Observations : Constat de la présence d'eau sur une hauteur de 5 cm environ au niveau du point bas de la cuvette de rétention des cuves de stockage de liquides inflammables suite à l'événement pluvieux intervenu le jour de l'inspection. Constat de la présence d'un système d'évacuation des eaux pluviales contenues dans la cuvette de rétention (flotteur présent au niveau du point bas de la rétention et déclenchement manuel, depuis l'extérieur de la rétention, d'une pompe avec rejet dans le réseau de collecte des eaux chargées en hydrocarbures). Vu la commande manuelle du dispositif d'évacuation des eaux pluviales de la rétention des cuves de stockage de liquides inflammables. Constat de la présence d'un détecteur de liquide eau/hydrocarbures dans la cuvette de rétention des cuves de stockage de liquides inflammables. Constat que le détecteur est positionné hors d'eau et ne peut plus jouer son rôle de détection de liquide (eau / hydrocarbures) et de mise en sécurité de l'installation comme indiqué en page 49 du POI en vigueur, à savoir l'arrêt des pompes de dépotage et de distribution de gasoil, la fermeture des vannes de dépotages et de distribution de gasoil et le déclenchement d'une alarme lumineuse et sonore. Test du bon fonctionnement du détecteur par mise en eau de la sonde de détection de liquide. Constat de la présence d'un report d'alarme sonore au niveau du local pompes et du bon fonctionnement du détecteur de présence de liquide. L'exploitant n'a pas pu justifier la fermeture effective des pompes de dépotage et de distribution de gasoil et la fermeture des vannes de dépotages et de distribution de gasoil comme indiqué dans le POI. Constat de l'absence de réaction sur le site suite au déclenchement de l'alarme sonore dans le local pompes. Absence de report d'alarme au poste de contrôle (GEOPS). L'agent d'astreinte est intervenu suite à la demande de l'exploitant. Le test n'a pas été concluant.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 20- Formation du personnel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.7.10.7
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
Prescription contrôlée : [...] Une formation du personnel doit lui permettre : <ul style="list-style-type: none">- d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation;- de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques,- de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et à mettre en œuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées. [...]
Constats : Absence de personnel formé à la remise en service des déversoirs à mousse présents dans la cuvette de rétention des stockages de liquides inflammables, des queues de paon présentes au niveau de la cuvette de rétention des stockages de liquides inflammables et au fonctionnement du groupe moto-pompe incendie. Présence de 97 agents sur 156 pour lesquels la formation à la manipulation des extincteurs n'est plus valide du fait que la formation a eu lieu il y a plus de 5 ans au jour de l'inspection. Un agent en charge du ravitaillement en gasoil d'un engin thermique n'est pas formé à la manipulation d'extincteurs alors qu'il intervenait seul au niveau de la station service.
Observations : Vu le fichier de suivi des formations du personnel à la manipulation des extincteurs tenu à jour par l'exploitant. L'exploitant précise que la formation a une durée de validité de 5 ans. Constat de la présence de 97 agents sur 156 pour lesquels la formation à la manipulation des extincteurs n'est plus valide du fait que la formation a eu lieu il y a plus de 5 ans au jour de l'inspection. Vu le fichier de suivi des formations des équipiers de première intervention (EPI) tenu à jour par l'exploitant. L'exploitant précise que la formation des EPI a une durée de validité de 3 ans. Constat de la validité de la formation des 33 EPI présents sur le site au jour de l'inspection. Interview d'un agent en poste depuis 6 mois en charge du ravitaillement en gasoil d'un engin thermique, il n'est pas formé à la manipulation d'extincteurs alors qu'il intervenait seul au niveau de la station service. Constat de la bonne connaissance des actions à mettre en œuvre en cas d'incendie par cet agent. L'interview du personnel et de l'exploitant montre l'absence de personnel formé à la remise en service des déversoirs à mousse présents dans la cuvette de rétention des stockages de liquides inflammables, des queues de paon présents au niveau de la cuvette de rétention des stockages de liquides inflammables et au fonctionnement du groupe moto-pompe incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 21- Quantité d'émulseurs en stock

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, Qualité et suivi des émulseurs
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'une réserve suffisante de liquide émulseur de classe 1 filmogène polyvalent avec une résistance renforcée au réallumage au sens des normes NF EN 1568-2000, disponibles immédiatement sans recours à des moyens de manutention. La réserve en émulseurs est disponible en réservoirs ou conteneurs de 1000 litres minimum dont les emplacements sont étudiés en vue d'une utilisation aisée lors de la montée en puissance des moyens. Les récipients de capacité inférieure ne doivent pas être comptés dans les réserves d'émulseurs. La réserve d'émulseur est aménagée de façon à pouvoir être facilement réalimentée à partir d'une citerne routière ou de containers en tenant compte des contraintes éventuelles d'incompatibilité des émulseurs. [...]
Constats : Le volume d'émulseur présent sur le site est insuffisant : 800 litres sont présents au lieu des 1 000 litres prescrits. L'exploitant n'est pas en mesure de préciser ni le nom ni le type d'émulseur présent dans le local incendie (absence d'identification sur le site et absence de FDS à disposition dans le local incendie).
Observations : Constat de la présence de 800 litres d'émulseur stockés dans un conteneur de 1000 litres non identifié dans le local incendie. L'exploitant n'est pas en mesure de préciser ni le nom ni le type d'émulseur présent dans le local incendie (absence d'identification sur le site et absence de FDS à disposition dans le local incendie). Constat que l'émulseur est disponible immédiatement car raccordé via une canne plongeante au réseau d'extinction incendie de la rétention des cuves de stockage de liquides inflammables.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 22- POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés d'après les scénarii majorants de l'étude de dangers dans un délai de 12 mois à partir de la notification de l'arrêté. [...] Le P.O.I. est remis à jour à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. [...]
Constats : Le POI doit être mis à jour.
Observations : Constat de la présence d'un POI référencé TM CVDL RG01586 mis à jour le 25 février 2022 qui intègre les conclusions de l'étude de dangers réalisée en 2010 notamment l'incendie de la rétention des cuves de stockage de GO. Le POI ne mentionne pas les installations de maintenance des rames et engins ferroviaires classées sous le régime de l'enregistrement de la rubrique 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Le POI pourrait utilement intégrer ces installations afin qu'il soit autoportant. Le POI mentionne l'installation de chargement/déchargement de liquide inflammable pour camions dont la mise à l'arrêt a été communiquée à madame la Préfète d'Indre-et-Loire en février 2022 (point non vérifié lors de la présente inspection). Le POI doit être mis à jour.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 23- Exercice POI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.7
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : [...] Des exercices réguliers sont réalisés pour tester le P.O.I.. Ces exercices doivent avoir lieu régulièrement et en tout état de cause au moins une fois tous les ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation.
Constats : Pas de non-respect de prescription constaté.
Observations : Vu les comptes-rendus des exercices d'évacuation du personnel du site des 07/06/2022 et du 15/12/2021. Constat de l'identification d'actions correctives et préventives avec définition d'un plan d'actions. Constat que ces exercices ont eu pour objet de tester l'évacuation du personnel du site. L'exploitant pourrait utilement réaliser d'autres types d'exercices permettant de tester d'autres thèmes du POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : 24- Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2009, article 1.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure ni d'indiquer les conditions de maintenance et d'essais des déversoirs à mousse situés au niveau de la cuvette de rétention des bacs de stockage de liquides inflammables ni de justifier de leur réalisation régulière. Absence de plan de cantonnement sur les boîtiers d'ouverture des trappes de désenfumage du bâtiment 082.</p>
<p>Observations : <u>Extincteurs</u> : Vu le rapport d'intervention de la société DESAUTEL relatif au contrôle des extincteurs présents sur le site le 05/05/2022 (rapport n°BL3896044). Constat, par sondage, de la présence d'extincteurs dûment vérifiés et aisément accessibles dans le bâtiment B082, dans le local pompes et à proximité immédiate, dans le conteneur incendie, au niveau de la station-service et dans le local "pompes RIA". Constat de l'entretien régulier des extincteurs présents sur le site.</p> <p><u>RIA</u> : Vu les rapports d'intervention de la société UXELLO relatif au contrôle des 9 RIA présents sur le site le 06/10/2021 (4 dans le bâtiment B 082 et 5 dans l'atelier B 077). Vu le local "pompes RIA" et constat de la présence de 4 pompes et d'un surpresseur (réservoir MASSAL). Constat, par sondage, de la présence des 4 RIA dûment vérifiés, accessibles et en bon état (contrôle visuel) dans le bâtiment B082.</p> <p><u>Poteaux incendie</u> : Vu le rapport d'intervention de la société UXELLO relatif au contrôle des 15 poteaux incendie présents sur le site courant octobre 2021. Le rapport mentionne que les 15 poteaux incendie sont raccordés au réseau surpressé RIA. Vu le plan d'implantation des 15 poteaux incendie sur le site. Constat que le poteau incendie n°12 n'existe plus. Vu le local pompes RIA et constat de la présence de la présence de 4 pompes et d'un surpresseur (réservoir MASSAL). Constat, par sondage, de la présence de poteaux incendie sur le site.</p> <p><u>Déversoirs à mousse</u> : Constat de la présence de deux déversoirs à mousse situés sur le mur de la rétention des stockages de liquides inflammables. L'exploitant n'a pas été en mesure ni d'indiquer les conditions de maintenance et d'essais des déversoirs à mousse situés au niveau de la cuvette de rétention des bacs de stockage de liquides inflammables ni de justifier de leur réalisation régulière.</p> <p><u>Réservoir d'eau dopée et bouteille de chasse (protection du local pompes)</u> : Constat de la présence d'un réservoir d'eau dopée de 100 l avec sa bouteille de chasse à l'extérieur du local pompes dûment contrôlés en juin 2022 par la société DESAUTEL. Le rapport d'intervention n'a pas été analysé par l'inspection des installations classées.</p> <p><u>Déclencheurs manuels d'incendie et centrales incendie</u> : Vu le compte-rendu de maintenance préventive de la centrale de détection incendie du bâtiment 082 réalisé le 06/10/2021 par la société SSI SERVICE (37) et des déclencheurs manuels d'alarme incendie. Constat de l'indication de la présence de 15 déclencheurs manuels d'alarme incendie dans le compte-rendu de maintenance préventive pré-cité et de 14 déclencheurs manuels d'alarme</p>

incendie sur le plan à destination des services de secours et d'incendie.

L'exploitant doit mettre à jour le plan à destination des services de secours et d'incendie.

Constat, par sondage, de la présence de déclencheurs manuels d'incendie dûment visibles et accessibles dans le bâtiment B082.

Trappes de désenfumage :

Constat visuel, par sondage, de la présence de trappes de désenfumage en toiture du bâtiment 082.

Constat de la présence de deux boîtiers de commande manuelle d'ouverture des trappes de désenfumage situés de part et d'autre du bâtiment 082 à proximité des ouvertures.

Constat de la présence de la marque du contrôle réalisé par la société DESSAUTEL en août 2021.

Constat de l'absence de plan de cantonnement permettant d'identifier rapidement les trappes de désenfumage de la zone 1 et celles de la zone 2 du bâtiment 082.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet